



L'embauche doit rester la priorité de tout le monde !

Prise de parole CGT au bureau de CUC le 16/05/2013

Tout d'abord bonjour et merci d'avoir répondu positivement à notre sollicitation.

Le Syndicat Cgt de l'Arsenal de Cherbourg, notre syndicat, mène depuis des mois une lutte visant à changer la politique de DCNS, notamment dans notre établissement.

Nous dénonçons en effet avec force le fait que nous soyons de moins en moins nombreux alors que notre plan de charge est pléthorique et que les résultats financiers de notre entreprise sont plus que conséquents.

Le paysage industriel Français actuel n'est-il pas assez désastreux pour que dans les entreprises qui prospèrent, au nom des seuls profits, on casse un outil industriel qui fonctionne ?

Quelques chiffres pour illustrer cela :

DCNS a fait **175 millions d'€ de bénéfiques en 2012** et sur la même période, **nous avons perdu 37 emplois à Cherbourg**. Que dire de l'année **2013**, puisque **nous avons déjà perdu 34 emplois** sur les 4 premiers mois de l'année...

Nous tenons ces chiffres à votre disposition, ils nous sont communiqués en interne lors des Comités d'Etablissement mensuels.

Cet écart entre la santé financière de DCNS et le niveau d'embauche est non seulement écœurant, mais il met en grave danger notre capacité à produire!

Le premier des Barracuda est sous-traité à 80% (ce ne sont pas les chiffres de la Cgt !), sachant que cela sera encore pire sur les sous-marins suivants à cause du volume annuel de départs. Dans certains métiers, un taux de 100% de sous-traitance est annoncé sur le troisième de la série !

Nous sommes globalement dans l'impossibilité de « faire » aujourd'hui, mais également de « maîtriser » nos confections dans un futur proche.

Ce qui s'est passé de l'autre côté de la Manche avec le programme Astute devrait pourtant nous servir de leçon, il n'en est rien.

C'est dans ce contexte de désorganisation, d'urgence, de non-qualité, etc. que les personnels de notre établissement mènent avec la Cgt une lutte exemplaire.

Vous avez en face de vous des personnels qui demandent à avoir les moyens de travailler et qui refusent de devenir les futurs bouc-émissaires d'une politique purement financière qui casse l'outil de travail.

Cette lutte que nous menons a pris de multiples formes, débrayages, cafés de l'embauches, pétitions, motions, interpellations, rassemblements, campagnes de collage, etc. etc.

D'ailleurs, si nous sommes là aujourd'hui, c'est à la suite d'une initiative que nous avons menée au mois d'avril.

Elle a consisté à ouvrir un bureau de dépôt de candidatures, visant à mettre en relation l'employeur DCNS avec les salariés locaux qui souhaitent trouver un emploi en CDI.

Nous en avons en effet plus qu'assez d'entendre notre employeur nous ressasser son argument favori, à savoir : « on a du mal à trouver des candidats sur les postes que nous ouvrons... »

Nous avons recueilli plus de 470 candidatures !

Nous allons vous les remettre et vous pourrez constater, comme nous, que bon nombre de celles-ci correspondent idéalement à des besoins immédiats de notre entreprise et qu'elles n'impliquent même pas de formation des candidats.

Pour information, nous avons remis la liste des candidatures à notre direction, et ce de manière anonyme, puisqu'aujourd'hui, les méthodes répressives de notre employeur ne nous permettent pas de faire autrement...

DCNS est loin d'être un eldorado, la répression syndicale y est monnaie courante, notamment envers ceux qui n'accompagnent pas les choix dictés par le grand gourou Boissier, ex Pdg des chantiers de St Nazaire, mis en place par Sarkozy, et maintenu dans ses fonctions depuis...

Messieurs les élus, madame le député, notre rencontre d'aujourd'hui n'a rien du symbole, ce que nous pointons du doigt, c'est bien le rôle de l'état. Il est actionnaire à 65% de notre entreprise, il doit jouer son rôle. Quel actionnaire majoritaire, à moins d'être d'accord avec la politique menée, laisserait fondre les effectifs comme neige au soleil ?

Quel citoyen accepterait que les élus qui le représentent, attendent patiemment la faillite de la politique industriel d'un groupe dans le quel il est actionnaire majoritaire, et débarquent ensuite en marinère pour jouer les pompiers de service avec les chances de succès que tout le monde constate ?

Sans jamais y être invité, notre syndicat a rencontré plusieurs représentants gouvernementaux, et s'il y a bien un point commun à toutes ces rencontres, c'est le mutisme de nos interlocuteurs dès que l'on aborde le rôle de l'état.

Vous avez devant vous des personnels, avec leur organisation syndicale Cgt, qui ont déjà très peu goûté la privatisation de leur entreprise en 2003, et ce ne sont pas les regrets de l'ex-député aujourd'hui ministre, qui s'apprête à faire encore pire via le livre blanc et la Loi de Programmation Militaire, qui ont apaisé leur colère.

Il est à noter d'ailleurs que le nouveau mauvais coup que risque de nous porter le Livre Blanc et la Loi de Programmation Militaire semble arranger tout le monde.

D'un côté l'état qui joue le rôle de bon élève face aux marchés financiers, et de l'autre, DCNS qui s'appuie sur les possibles arbitrages pour justifier et amplifier la politique qui aujourd'hui nous met à genoux.

Le maintien des 6 Barracuda est en soit une information positive pour notre plan de charge, mais elle devient vite problématique tant nous avons du mal à construire le premier sous-marin du programme. En son temps, la Cgt avait dit que nous étions partis pour fabriquer 6 sous-marins pour le prix de 5 et dans les couloirs de la direction il n'est plus un secret que ne faire que 5 sous-marins était économiquement plus que souhaitable....

Après, la perspective d'une privatisation plus importante, voire totale (puisque ce sont ces rumeurs qui circulent dans notre établissement), rendrait la consolidation de notre plan de charge bien accessoire, tant un désengagement de l'état serait désastreux pour notre avenir et pour le bassin d'emploi tout entier.

Après avoir déclaré son aversion pour le monde de la finance, François Hollande laisserait l'industrie de défense tomber aux mains des marchés ?

Quel renoncement et quel mauvais coup porté à notre indépendance et notre souveraineté !

Quelle beau blanc-seing donné aux restructurateurs et spéculateurs de tous poils !

Vous pouvez toujours trouver ce jugement sévère, mais il est largement partagé dans les bureaux et ateliers de notre établissement, et rien depuis mai 2012 n'a fait la démonstration qu'il était infondé.

Il est vrai qu'en plus d'avoir laissé faire notre direction sur ces choix désastreux, la poursuite de la suspension des décrets salariaux et du gel du point d'indice, l'Accord National Interprofessionnel, sont autant de choix gouvernementaux dont il serait bien naïf de penser que nous serons à terme les seuls victimes.

Que dire également de ce qui se passe autour du dossier EMR, si ce n'est qu'une fois de plus, l'état donne les « clefs du camion » aux industriels.

Ces même industriels, dès qu'ils auront terminé de pomper toutes les aides publiques, qu'elles soient directes ou indirectes, auront beau jeu de délocaliser la production des éoliennes et autres hydroliennes au nom d'une pseudo-compétition internationale...

Nous avons rencontré, quelques jours après la sortie du rapport de la mission d'étude sur les énergies renouvelables, le conseiller technique du ministre de l'écologie, de l'environnement et du développement durable.

Lorsque l'on parcourt les recommandations faites par ce rapport on comprend vite que si nous voulons avoir une chance de voir ces activités s'installer localement, c'est maintenant qu'il faut agir.

- Quid de l'investissement industriel dans des structures susceptibles d'accueillir des confections de cette taille ?
- Quid d'une quelconque politique industrielle de la part des employeurs ?
- Quid de la formation des salariés locaux et des partenariats avec les écoles et sites universitaires locaux ?

Comment est-il possible que l'état puisse verser des millions d'€ d'aide, directe ou indirecte, à des industriels sans leur demander ne serais-ce que le début d'un engagement sur le volume, la nature et la localisation des emplois générés par ces activités ?

Que l'état aide à la création de filières industrielles, nous considérons que c'est son rôle et c'est une bonne chose! Mais pas à fond perdu et aux seuls profits de directions d'entreprises qui ont déjà fait la démonstration qu'elles sont prêtes à beaucoup de chose pour augmenter leurs bénéfices.

Est-il nécessaire de vous rappeler que notre direction a fait et fait encore travailler des travailleurs étrangers à bas cout (aujourd'hui appelé par notre direction « travailleurs à statut social différent »...), dans le cadre des chantiers Fremm à Lorient et IAM51 à Brest ?

Si nous étions cyniques, nous pourrions déjà vous annoncer quels arguments notre direction produira dans quelques mois pour justifier de la délocalisation de telle ou telle activité, poussant par la même occasion, les candidats actuels à se contenter d'une modeste partie du plan de charge engendré, d'emplois précaires et sous-payés, alors que les grands groupes industriels engrangeront « eux » la totalité des bénéfices.

Avons-nous envie de cela à Cherbourg ? Allons-nous laisser faire ? Pour la Cgt c'est deux fois non !

Vous le voyez, s'il y a un fil rouge à notre intervention aujourd'hui, c'est bien celui du rôle de l'état.

Vous avez par votre action d'élus à défendre les intérêts de nos communes de notre pays, la cgt vient vous dire que les choix faits dans notre entreprise mettent en grave danger ces intérêts.

Avant qu'il soit trop tard, que faites-vous, que faisons-nous pour que cela change ?

Nous vous répétons que nous sommes pour notre part, disponibles pour une rencontre réunissant l'état actionnaire, notre direction et les organisations syndicales.

Qui a peur de ce genre de rencontre ? Pas nous en tout cas ! Nous notons d'ailleurs que jamais nous n'avons été conviés à quelque rencontre que ce soit.

Tout en restant à notre place en tant qu'organisation syndicale, nous sommes toutefois convaincus que notre avis, notre analyse peut parfois être digne d'intérêt.

Au-delà de ce genre de rencontre, nous attendons de votre part des actions fortes permettant de clarifier la situation. Il est grand temps que tous les acteurs de ce dossier jouent carte sur table.

- Concernant l'utilisation des aides publiques versées c'est le minimum syndical.
- Concernant l'emploi industriel et l'avenir du bassin d'emploi c'est obligatoire et devrait être imposé par l'état, qui plus est lorsqu'il est actionnaire majoritaire dans les entreprises concernées.

Entre l'entassement de bungalows sur le terreplein des Mielles dans lesquels survivraient des travailleurs étrangers, payés à coup de lance-pierre et la mise en place d'une vraie filière industrielle, générant des emplois pérennes et permettant l'installation et l'intégration de familles entières sur l'agglomération, il y a une vraie différence.

A nos yeux, un plan massif d'embauche serait un vrai signe de l'engagement industriel de DCNS sur l'établissement Cherbourgeois. Sans cela, nous sommes condamnés durablement à regarder notre plan de charge nous échapper, que ce soit celui déjà existant dans le cadre de Barracuda, mais également celui que pourrait engendrer d'autres activités telles que les EMR.

Ne doutant pas de ce que tout le monde souhaite dans cette salle et sachant que faire une totale confiance aux industriels et surtout à leurs actionnaires nous confronterait à la pire des situations.

Pour des emplois stables, pérennes, avec des salaires permettant de vivre décemment dans le Nord-Cotentin, quelles vont être vos exigences dans les semaines à venir ?

Merci de votre attention